

## CONDITIONS GENERALES DE VENTE

### **I - Engagement contractuel**

Nos offres ne nous engagent qu'après notre confirmation écrite des commandes, toute commande acceptée par nous implique l'adhésion de l'acheteur aux présentes conditions générales de vente, sans que nous ayons à refuser d'éventuelles conditions d'achat contraires. A défaut de confirmation de commande, sont réputés en tenir lieu notre bon de commande ou d'enlèvement et notre facture.

### **II - Prix**

Nos fournitures sont facturées aux prix en vigueur au jour de l'expédition. Si le prix porté sur la commande est majoré entre-temps, l'acheteur est en droit d'annuler sa commande dans les 7 jours suivant la date à laquelle il a été informé de cette majoration.

### **III - Paiement**

1. Nos factures sont payables à notre siège d'Ambert.
2. Les escomptes de caisse ne s'entendent que sur la valeur des marchandises et non sur les frais divers. Cette déduction ainsi effectuée entraîne automatiquement l'atténuation de la reprise au Trésor des taxes figurant sur cette facture.
3. En conformité avec la loi N° 92-1442 du 31/12/92, un escompte de 2 % sera décompté en cas de paiement sous 10 jours. La TVA sera recalculée. En cas de non-respect de la date de règlement, une pénalité égale à une fois et demie le taux d'intérêt légal sera encouru.
4. Nous nous réservons la faculté, au cours de l'exécution d'un marché, de demander les garanties de paiement que nous jugerions nécessaires, à défaut desquelles nous pourrions résilier le contrat par simple lettre recommandée et sans indemnité.
5. Les règlements ne sont considérés comme effectués qu'une fois leur montant crédité à notre comptabilité.
6. L'acheteur ne peut opposer aucun droit de compensation ni de rétention en cas de non-paiement.

### **IV - Délais de livraison**

1. Nous indiquons nos délais de bonne foi et nous nous efforçons de les respecter ; nous ne pouvons toutefois être tenus par une date ferme de livraison.
2. Les cas de force majeure, restrictions administratives ou événements graves affectant la marche de nos usines nous délieront de l'obligation de livrer pour la durée de la perturbation ; un retard supérieur à huit semaines autorisera l'acheteur à dénoncer sa commande.
3. Est considéré comme date de livraison le jour où la marchandise quitte l'usine ou le dépôt ou bien le jour où elle est mise à disposition de l'acheteur ou de son transporteur.

### **V - Expéditions et risques**

1. Nous nous réservons le droit du mode d'acheminement. Toutes nos marchandises voyagent aux risques et périls du destinataire, même en cas d'expédition franco ou contre-remboursement ; nous n'assurons donc pas les marchandises livrées, sauf demande express de l'acheteur et à ses frais.
2. Toutes les marchandises, même celles livrées par nos agences ou dépôts, sont considérées prises dans nos magasins. Elles voyagent aux risques et périls des destinataires (Art. 100 du Code de commerce).
3. Il est rappelé qu'en cas de manquant ou d'avarie, le destinataire doit, pour sauvegarder ses droits, les notifier au transporteur dans le délai de trois jours suivant la réception des marchandises par lettre recommandée et accusé de réception.

## **VI - Réserve de propriété CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ DE LA LOI DU 12 MAI 1980 N° 80.335**

1. Jusqu'à encaissement intégral de la facture, nous nous réservons la propriété des marchandises livrées, l'acheteur en assumant tous les risques dès la mise à sa disposition ; il s'interdit entre-temps d'en disposer autrement qu'en bon gestionnaire, de les recéder en l'état ou de les mettre en gage; il s'oblige à préserver leurs marques d'origine jusqu'à transformation éventuelle.
2. L'acheteur s'interdit d'enlever les emballages ou étiquettes apparaissant sur les marchandises existantes en nature dans ses stocks et non encore réglées.
3. Les marchandises encore en possession de l'acheteur seront présumées celles encore impayées.
4. En conséquence, le vendeur pourra les reprendre sans préjudice de toute action en dommage et intérêt pour inexécution totale ou partielle du paiement du prix.
5. En cas de défaut de paiement par l'acheteur et huit jours après mise en demeure restée sans effet, nous nous réservons la faculté de résilier notre engagement de vente et l'acheteur sera tenu de nous restituer la marchandise à notre première demande.
6. L'acheteur se désiste à notre profit de tous ses droits pouvant résulter d'une revente, après transformation de notre marchandise.

## **VII - Réclamations**

1. Les réclamations ne pourront être prises en considération que si elles sont présentées par écrit au plus tard 14 jours après l'arrivée de la marchandise et appuyées des justificatifs nécessaires : échantillons, bon de livraison, numéro de lot et autres marques portées sur l'emballage.
2. En cas de vice non apparent à la livraison, la réclamation écrite doit être faite dès sa constatation mais au plus tard dans les cinq mois qui suivent l'arrivée de la marchandise. Il appartient à l'acheteur de prouver le vice caché.
3. La marchandise incriminée ne pourra être retournée qu'avec notre accord express.
4. Les réclamations présentées régulièrement et fondées donnent droit à l'acheteur au remplacement ou au remboursement contre restitution de la marchandise incriminée, à notre choix. L'acheteur ne pourra pas se prévaloir de sa réclamation pour demander la résiliation du contrat.
5. Aucune réclamation n'est admise pour des marchandises de qualité inférieure vendues comme telles.

## **VIII - Conseils techniques d'application**

L'utilisation de la marchandise fournie relève exclusivement de la responsabilité de l'acheteur. Nos conseils techniques d'application, oraux ou écrits, n'ont qu'une valeur d'information, sans engagement et ne dispensent pas l'acheteur de vérifier lui-même l'adaptation des produits aux buts recherchés. Si malgré tout, notre responsabilité se trouvait engagée, elle serait limitée à la valeur de la marchandise mise en oeuvre par l'acheteur.

## **IX - Droit applicable et attribution de juridiction**

Le droit français est applicable à tous différends nés de la commande.

En cas de litige de toute nature ou de contestation relative à la formation ou l'exécution de la commande, seul sera compétent le Tribunal de Commerce de Clermont Ferrand.

La compétence du Tribunal de commerce de Clermont Ferrand s'applique même en cas de référé, de demande incidente ou de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, et quelque soit le mode ou les modalités de paiement, sans que les clauses attributives de juridiction pouvant exister sur les documents des acheteurs puissent y faire obstacle.

## **X - Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement**

A compter du 1er janvier 2013 une indemnité de recouvrement de 40 euros pour être perçue par les créanciers en cas de retard de paiement sur chaque facture en application des articles L441-3 et L441-6 du code du commerce.

Cette indemnité applicable aux relations entre professionnels s'ajoute aux pénalités de retard. Elle n'est pas soumise à la TVA.

## GENERAL TERMS AND CONDITIONS OF SALE

### **I - Contractual commitment**

As we are only bound by our offers following our written confirmation of orders, all orders imply acceptance by the buyer of these general terms and conditions of sale, without us having to refuse any contrary terms and conditions of purchase. In the absence of an order confirmation, our order form, removal order or invoice will be deemed confirmation.

### **II - Prices**

Our supplies are invoiced at the price in force on the day of shipment. If the price indicated on the order is increased in the meanwhile, the buyer shall be entitled to cancel his order within 7 days following the date on which he was informed of such increase.

### **III - Payment**

1. Our invoices are payable to our registered office in Ambert.
2. Cash discounts only apply to the value of goods and not to miscellaneous costs. Once this deduction is made, it will automatically give rise to a decrease in the amount due to the Treasury with respect to the taxes which appear on the invoice.
3. In compliance with Law N° 92-1442 of 31/12/92, a discount of 2 % will be applied to payments made within 10 days. The VAT will be recalculated. In the event of failure to comply with the date of payment, a penalty equal to one and a half times the legal interest rate shall be due.
4. We reserve the right, during the execution of a contract, to request any payment guarantees we deem fit, without which we may terminate the contract by simple registered letter and without indemnification.
5. Payments are deemed to have been effectively made when their amount is credited to our accounts.
6. The buyer may not challenge any right of compensation or right to withhold in the event of non-payment.

### **IV - Delivery deadlines**

1. We indicate our delivery dates in good faith and we endeavour to meet them; however, we cannot be bound by a firm date of delivery.
2. Force majeure events, administrative restrictions or serious incidents which affect the operation of our factories release us from any obligation to deliver throughout the duration of the disturbance; a delay of more than eight weeks shall authorise the buyer to cancel his order.
3. The delivery date shall mean the day on which the goods leave the factory or warehouse or the day on which they are made available to the buyer or his transport agent.

### **V - Shipments and risks**

1. We reserve the right to select the shipment method. All our goods are transported at the risk of the recipient, even in the event of free-forward or cash on delivery shipments; we therefore do not insure the goods delivered, unless if expressly requested by the buyer and at his cost.
2. All goods, even those delivered by our agencies or warehouses, are considered to be collected from our factories. They travel at the risk of recipients (Article 100 of the Commercial Code).
3. It is recalled that in the event of missing goods or damage, the recipient must, to safeguard his rights, notify the transport agent within a period of three days following receipt of the goods by registered letter with acknowledgement of receipt.

## **VI - Retention of title pursuant to Law N° 80.335 of May 12, 1980**

1. Until collection of the full price of the invoice, we retain ownership of the delivered goods and the buyer assumes all related risks as soon as the goods are made available to him. Until full payment of the invoice, he shall abstain from using the goods inappropriately, from reselling them or from pledging them. He also undertakes to preserve their original trademarks until any transformation.

2. The buyer shall abstain from removing any packaging or labels which appear on the goods in his stocks which have not yet been paid.

3. The goods which are still in the possession of the buyer shall be assumed to be those which have not yet been paid.

4. Consequently, the seller may take the goods back without prejudice to any damages it may request for the total or partial non-payment of the price.

5. In the event of non-payment by the buyer and eight days after sending official notice to pay which remains without effect, we reserve the right to cancel our undertaking to sell and the buyer shall be bound to return the goods to us on our first request.

6. The buyer declines, to our benefit, all of his rights which may result in the resale, after transformation, of our goods.

## **VII - Claims**

1. Claims may only be taken into consideration when they are presented in writing at the latest 14 days after the arrival of the goods and accompanied by the necessary supporting evidence: samples, delivery slips, lot numbers and other indications appearing on the packaging.

2. In the event of a defect which is not apparent on delivery, the claim must be made in writing as soon as such defect is discovered but within five months at the latest following receipt of the goods. The buyer must present proof of the hidden defect.

3. The disputed goods may only be returned with our express consent.

4. Claims which are validly presented and grounded entitle the buyer to a replacement or reimbursement in exchange for the return of the disputed goods, at our discretion. The buyer may not rely on his claim to request the termination of the contract.

5. No claims may be admitted for second quality goods which are sold as such.

## **VIII - Technical guidelines for use**

The buyer is solely responsible for the use of the goods provided. Our technical guidelines for use, whether oral or written, are only provided for information purposes, are not binding on us and do not release the buyer from verifying himself that the products are appropriate for their intended use. If, however, our liability was to be incurred, it would be limited to the value of the goods used by the buyer.

## **IX - Applicable law and attribution of jurisdiction**

French law shall apply to any dispute which may arise in relation to orders.

In the event of a dispute of any nature relating to the formation or the execution of the order, the Commercial Court of Clermont Ferrand shall have sole competence.

The competence of the Commercial Court of Clermont Ferrand shall apply even in the event of emergency proceedings, an incidental claim, when there are several defendants or the introduction of third parties, and regardless of the method or terms of payment, without any clauses relating to the application of jurisdiction which appear on the buyers' documents having any effect on this clause.

## **X - Recovery costs compensation.**

From the 1st January 2013 onwards, a 40 EUROS compensation for recovery costs can be obtained by the creditor in case of late payment on each invoice, according to the articles L441-3 and L441-6 of the commercial law.

This compensation which applies to professional relations is in addition to late payment charges. It is not subject to VAT.